Document generated on 06/05/2025 5:38 a.m.

L'Actualité économique

Les perspectives d'emploi au Canada

Pierre-Alain Sauvé

Volume 60, Number 4, décembre 1984

URI: https://id.erudit.org/iderudit/601307ar
DOI: https://doi.org/10.7202/601307ar

See table of contents

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)
1710-3991 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Sauvé, P.-A. (1984). Les perspectives d'emploi au Canada. *L'Actualité économique*, *60*(4), 417–423. https://doi.org/10.7202/601307ar

Article abstract

Pierre-Alain Sauvé began by presenting the Conference Board of Canada's forecasts of continuing high unemployment rates in the medium term. He made some useful additional comments concerning the link between productivity and employment and the difference between the situation in Canada and that in the United States.

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1984

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

L'Actualité Économique. Revue d'analyse économique, vol. 60 no 4, décembre 1984.

Les perspectives d'emploi au Canada

Pierre-Alain SAUVÉ
Conference Board du Canada, Ottawa

L'évolution récente de l'économie canadienne a engendré une forte augmentation du taux de chômage qui est passé de 7 à 12 pour cent. Un million et demi de Canadiens se trouvent aujourd'hui sans emploi, et le problème du chômage est devenu une priorité dans l'élaboration des politiques économiques.

Cependant des tendances démographiques, sociologiques et économiques semblent indiquer le maintien d'un taux de chômage élevé pour les prochaines années. Ce bref aperçu du marché du travail présente les développements récents et anticipés de la demande et de l'offre.

Le taux de chômage, c'est-à-dire la proportion de chômeurs au sein de la population active, a augmenté au fil des années. Au début des années soixante-dix, il se situait aux environs de 4 pour cent ; on parlait alors de chômage frictionnel, de transition. À la fin de la décennie, il oscillait autour de 6 à 7 pour cent. Les économistes justifiaient ce nouvel équilibre par des changements structurels qui affectaient principalement la population active. Puis soudainement, en l'espace d'un an et demi, le taux de chômage grimpe de 7 à 12 pour cent.

Depuis la seconde moitié de 1982, ce taux flotte entre 11 et 12 pour cent comme s'il avait atteint un nouveau plateau. Qu'en sera-t-il dans le proche avenir ? Plusieurs équipes de prévisions indiquent que le taux de chômage va retomber progressivement au-dessous de 10 pour cent au cours des deux prochaines années[1]. Dans le dernier budget fédéral, le ministre des Finances annonçait que le taux de chômage atteindrait les 8 pour cent en 1988[2]. À l'opposé, le Conference Board n'envisage pas d'amélioration significative de ce taux comme l'indique le graphique 1[3]. En somme, le taux de chômage restera élevé pendant plusieurs années.

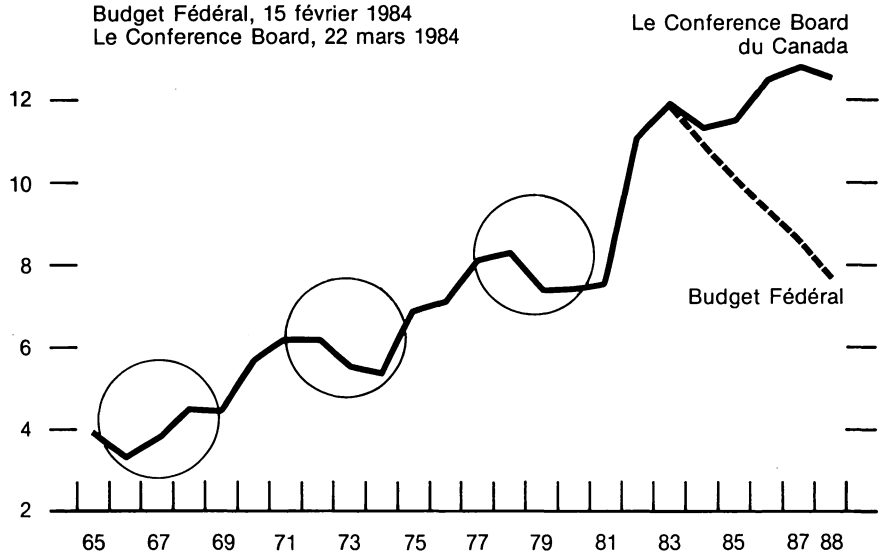
---

1. Sauvé, Pierre-Alain, « Economy Poised for Growth, *The Canadian Business Review*, vol. 11, nº 1, Ottawa, printemps 1984.
2. Ministère des Finances, *Le budget fédéral , Ottawa, 15 février 1984.*
3. Conference Board du Canada, *Prévisions Trimestrielles Nationales*, Ottawa, 22 mars 1984.

GRAPHIQUE 1

PRÉVISIONS DU TAUX DE CHÔMAGE

Budget Fédéral, 15 février 1984
Le Conference Board, 22 mars 1984



Peut-on corriger ce déséquilibre ? Il y a deux façons de réduire le chômage : augmenter l'emploi ou ralentir la croissance de la population active. La population active, de par sa stabilité à court terme, ne peut modifier de façon appréciable le taux de chômage. Donc, une réduction importante du taux de chômage à court terme ne peut être obtenue que par une augmentation rapide de l'emploi. Un bref tour d'horizon de l'économie canadienne indique une faible croissance et environ 640 000 nouveaux emplois au cours des cinq prochaines années.

Les principaux facteurs qui sous-tendent la faible croissance de l'économie canadienne sont les suivants :

(1) La performance de l'économie américaine et particulièrement l'évolution future des taux d'intérêt sont les plus importants. Le consensus actuel suggère que les taux d'intérêt américains et, par voie de conséquence, les taux domestiques, resteront élevés en dépit de faibles pressions inflationnistes.

(2) Les taux d'intérêt réels élevés ont un effet de ralentissement sur la croissance des dépenses de consommation et de logement.

(3) La lenteur anormale de la reprise des investissements dans le secteur des entreprises est due en partie à la baisse des investissements dans le secteur énergétique.

(4) Des politiques fiscales rigoureuses résultant des efforts que font les gouvernements fédéral et provinciaux pour réduire leurs déficits entravent la création d'emploi, la hausse du revenu disponible réel et l'augmentation des dépenses de consommation.

Le ralentissement de l'économie canadienne au cours des prochaines années va entraîner une modération dans la demande de travail. Le nombre d'emplois va augmenter, mais le taux de croissance sera plus faible. La tendance à moyen terme révèle un changement dans la composition de l'emploi : la proportion d'emplois à temps partiel passerait de 12 pour cent de l'emploi total en 1978 à 16 pour cent en 1988.

Bien que l'emploi ait chuté durant la récession de 1981-82, le niveau d'emploi à temps partiel s'est accru parce que certains travailleurs sont passés de la catégorie de « travail à temps complet » à celle de « travail à temps partiel », suite à une réduction forcée des heures de travail. Cette tendance n'est pas relevée dans le taux de chômage puisque ce taux reflète le nombre de chômeurs et le nombre de personnes cherchant un emploi sans pondérer chaque emploi par l'importance des heures de travail qui lui sont associées.

Lorsqu'on considère l'évolution de l'emploi par rapport à la population totale, le rapport s'est stabilisé depuis 1982 et n'augmentera plus comme dans le passé. Par contre, l'expansion de la population active continue. Il n'est donc pas surprenant que le nombre de chômeurs aille en augmentant et que le taux de chômage ne diminue pas.

La population active et l'emploi ont augmenté en moyenne de 2 pour cent par année au cours de la dernière décennie. Nos prévisions suggèrent que la population active augmentera à un taux annuel moyen de 1,4 pour cent d'ici 1988, c'est-à-dire que 820 000 individus de plus chercheront un emploi. Par contre, le nombre d'emplois additionnels ne sera que de 640 000, ce qui représente une augmentation annuelle de 1,1 pour cent. Il en résultera un nombre accru de chômeurs de l'ordre de 180 000 pour la période considérée, soit 35 000 nouveaux chômeurs chaque année.

Pourquoi la population active continue-t-elle d'augmenter si les chances d'obtenir un emploi sont faibles ? Sans trop compliquer le débat, on peut souligner deux phénomènes. Une caractéristique cyclique, le phénomène du travailleur découragé, se traduit par une diminution du taux de participation en période de récession et une augmentation du nombre d'individus qui cherchent un emploi en période de relance économique. Ainsi le taux de participation chez les hommes a diminué temporairement de 1 à 2 unités de pourcentage pendant la récession de 1981-82 et a regagné son niveau antérieur lors de la reprise de 1983. La

seconde caractéristique, plus importante, est l'entrée des femmes sur le marché du travail.

Le pourcentage des femmes de 25 à 54 ans désirant travailler est passé de 40 pour cent en 1970 à 65 pour cent en 1983. Cette tendance associée à une évolution sociologique et à des besoins économiques entraînera une hausse de 4 pour cent de la population active féminine d'ici 1988. Un emploi à temps complet ou de seulement quelques heures par semaine permettra de suppléer au revenu familial, assurant ainsi un niveau de vie plus élevé. Dans le passé l'augmentation du nombre de femmes désirant travailler fut absorbée par une croissance rapide du nombre d'emplois disponibles pour elles, particulièrement dans le secteur des services et pour des emplois à temps partiel. Ce ne sera pas le cas au cours des prochaines années, à notre avis.

Somme toute, une croissance de l'offre de travail causée principalement par la participation accrue des femmes au marché du travail et une faible création d'emploi laissent entrevoir un problème qui prendra de l'ampleur. Des questions épineuses comme la productivité et le chômage, la création d'emplois publics, les programmes de subsides à l'emploi et de recyclage, ainsi que la politique monétaire, prennent d'autant plus d'importance.

Des économistes ont essayé d'expliquer le manque de création d'emploi par un coût en main-d'œuvre trop élevé et un accroissement du coût des matériaux importés, facteurs qui ont augmenté les coûts d'opération des entreprises. Les firmes tenteraient donc d'augmenter le niveau de productivité en remplaçant de la main-d'œuvre coûteuse par des biens d'équipement plus efficaces et à un coût de rendement moins élevé, telle que la robotique.

Les gains de productivité[4] mesurés représentent non seulement des améliorations technologiques, mais aussi un remplacement des facteurs de production qui coûtent plus cher par d'autres qui coûtent moins cher. Ainsi, le capital se substitue au travail et le travail à l'énergie. Le graphique 2, tiré d'une étude américaine récente, montre que la productivité est encore aujourd'hui plus élevée en Amérique du Nord que dans les autres pays industriels[5]. L'industrie canadienne n'aura pas à changer toute sa structure de production pour concurrencer les vigoureuses économies allemande et japonaise, mais des gains de productivité sont essentiels, car ils permettent un accroissement du revenu réel et donnent un avantage concurrentiel. Plusieurs aspects de la productivité peuvent être consi-

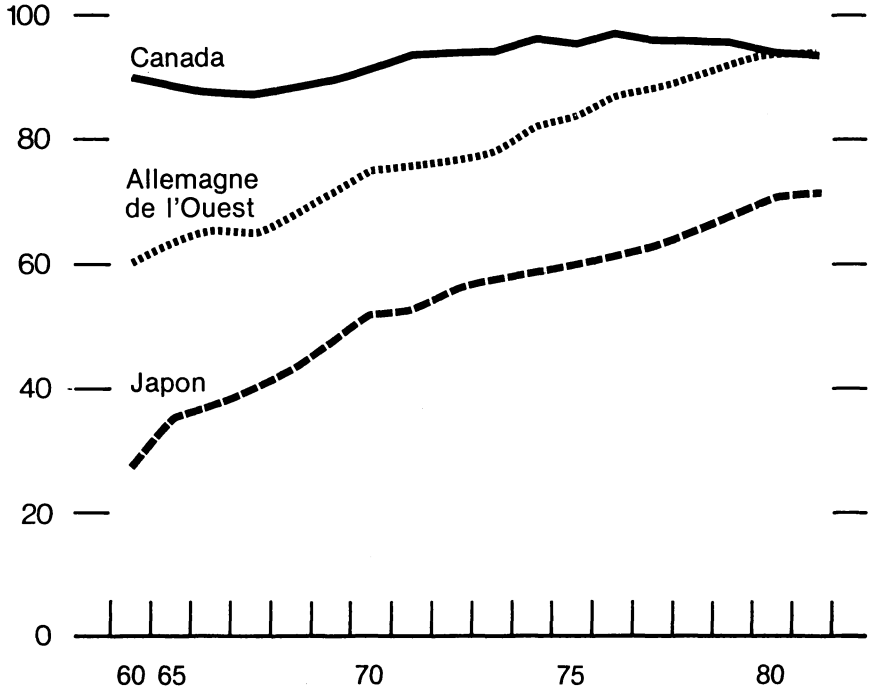
4. La productivité est définie comme le niveau de production par employé (ou par heure de travail).

5. U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, *Productivity and the Economy : a Chartbook*, Bulletin 2172, juin 1983, page 23.

GRAPHIQUE 2

NIVEAUX RELATIFS DE PRODUCTIVITÉ 1960-1981

indice, États-Unis = 100



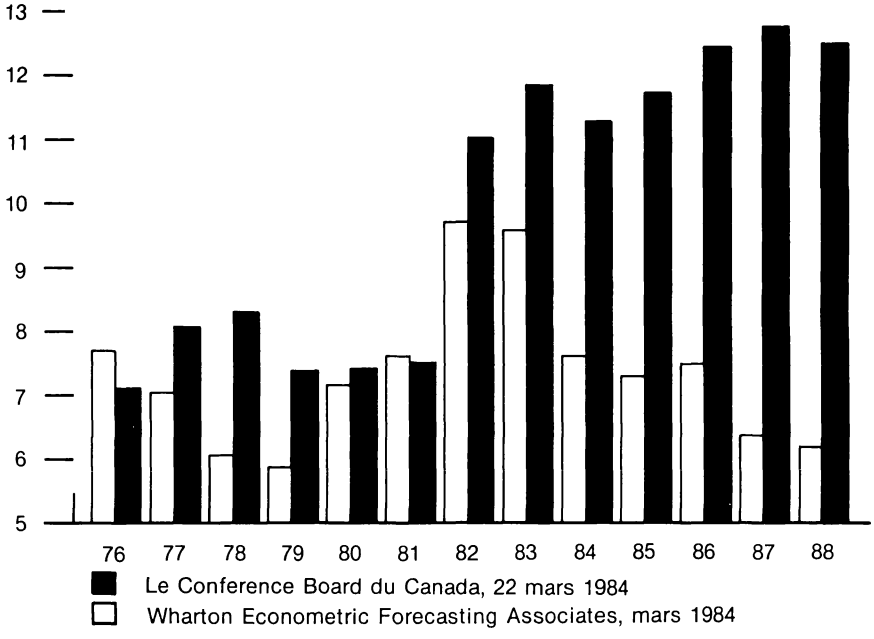
Source: Bureau of Labor Statistics, États-Unis

dérés, mais il semble approprié de résumer les nombreuses études sur la question en disant que la solution principale au problème de la faible croissance de la productivité est une forte croissance économique. Bien que les variations de productivité restent dans une certaine mesure inexpliquées, des chercheurs ont montré que le déclin de la productivité pendant les années soixante-dix était principalement dû à une faible croissance de la demande et à l'ajustement à la hausse des prix énergétiques[6].

6. Rao P.S., Preston R.S., *Inter-factor Substitution and Total Factor Productivity Growth: Evidence from Canadian Industries*, Document 242, Conseil Économique du Canada, Ottawa, septembre 1983.

GRAPHIQUE 3

PRÉVISIONS DU TAUX DE CHÔMAGE CANADA - ÉTATS-UNIS



Pour beaucoup d'analystes, l'étude comparative avec notre voisin du Sud permet d'identifier des caractéristiques propres à l'économie canadienne. La situation de l'emploi est bien différente aux États-Unis comme l'indique le graphique 3. Une comparaison des taux de chômage passés et futurs au Canada et aux États-Unis permet de noter le contraste entre les deux économies et l'évolution de leurs marchés du travail respectifs. Pour expliquer succinctement la baisse du taux de chômage américain, distinguons le court terme du long terme. Ce sont surtout des facteurs de court terme qui expliquent la baisse de 3 pour cent du taux de chômage américain dans les quinze derniers mois. La reprise y est plus forte qu'au Canada et la demande de main-d'œuvre a répondu à la hausse de la demande de biens et de services.

Les analystes américains notent aussi une diminution marquée de la croissance de la population active, puisque les femmes y entrent en moins grand nombre. Le taux de participation des femmes aux États-Unis est maintenant comparable à celui des hommes, ce qui n'est pas le cas au Canada. Bien que les *smokestack industries* — les industries à cheminées — soient le sujet d'une vive controverse quant à leur rôle dans l'évolution du chômage structurel, le secteur manufacturier américain a subi des déclins

importants dans la sévère récession de 1973-75 qui a suivi la première crise pétrolière et a entrepris depuis plusieurs années la modernisation des installations et de l'équipement pour améliorer la productivité et réduire les coûts d'opération[7]. Ces éléments contribueront à une diminution sensible du taux de chômage qui continuerait de baisser vers les 6 pour cent[8].

Au Canada, la combinaison de hauts taux d'intérêt réels et d'un surplus de capacité de production a un effet négatif sur les décisions d'investissement, réduisant ainsi l'accumulation du capital et la création d'emploi. On devra donc apporter une attention toute particulière à l'expansion de l'économie si l'on veut voir se développer au Canada des investissements générateurs d'emplois, comme on peut l'observer actuellement aux États-Unis. Le statut de chômeur comporte non seulement une perte de revenu et des conséquences psychologiques sérieuses, mais il représente aussi une détérioration du capital humain qui se traduit par une productivité future réduite.

7. La hausse du taux de chômage dans la seconde moitié des années soixante-dix aux États-Unis est attribuable non seulement à une évolution de la population active mais aussi à l'intégration de nouvelles technologies. Les CAD / CAM — *computer assisted design / computer assisted manufacturing* — ont fait leur apparition dans le secteur manufacturier tout comme les micro-ordinateurs et les satellites dans la gestion de l'information. La modernisation des entreprises canadiennes depuis le début de la récession de 1981-82 suggère un processus d'ajustement semblable.

8. Wharton Econometric Forecasting Associates, *Quarterly Model Outlook*, vol. 3, n° 3, Philadelphie, mars 1984.